

● 2^e ÉDITION

livre blanc

Prospérité renforcée pour le
développement économique des
communautés francophones
et acadienne en situation
minoritaire



Financé en partie par le gouvernement du Canada par le biais du
Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire



Innovation, Sciences et
Développement économique Canada

Innovation, Science and
Economic Development Canada

RDÉE
Canada

livre blanc

● 2^e ÉDITION

Table des matières

Remerciements	3
Mot du Président	4
Mot du PDG	5
Sommaire exécutif	6
État des lieux	7
Portrait démographique des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire	8
Contexte politique actuel entourant les langues officielles	9
Se mettre en action pour la francophonie économique en situation minoritaire	12
Défis, enjeux stratégiques et opportunités	14
Développement de l'entrepreneuriat francophone en contexte minoritaire	14
Main-d'œuvre et employabilité	15
Immigration	17
Tourisme	19
Développement durable	20
Jeunesse économique	21
Petite enfance	22
Rappel des recommandations	24
Feuille de route	26
Conclusion	28
Références	29





Remerciements

L'équipe de rédaction de cette deuxième édition du Livre blanc sur le développement économique des communautés francophones et acadienne aimerait remercier un certain nombre d'organisations, sans lesquelles, cette nouvelle édition du Livre blanc n'aurait été possible.

Le RDÉE Canada aimerait ainsi remercier tout d'abord Emploi et Développement Social Canada (EDSC), via le Fonds d'habilitation pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire, ainsi que Innovation, Sciences et Développement Économique Canada (ISDE) via l'Initiative de développement économique, pour leur soutien et leur engagement dans le cadre ce projet.

De plus, le RDÉE Canada aimerait remercier tous les chercheurs(es), spécialistes de l'économie francophone en contexte minoritaire et autres individus qui ont participé à la révision et à la validation des constats et des recommandations contenus dans le présent document. Votre appui fût précieux à la réalisation de ce document qui, nous l'espérons, sera porteur d'avenir.

Enfin, le RDÉE Canada aimerait remercier tout particulièrement la firme TACT pour leur appui dans le cadre de l'exercice de rédaction de ce document, ainsi que pour l'organisation du Sommet national sur la francophonie économique en situation minoritaire. Votre aide nous a permis de tracer la voie pour les années à venir, et nous en sommes entièrement reconnaissants.

Mot du Président



**Pierre-Marcel
Desjardins,**

Président du conseil
d'administration du
RDÉE Canada

Il me fait plaisir de vous présenter le nouveau Livre blanc sur le développement économique des communautés francophones et acadienne. Ce projet représente plus de six ans de travail, d'efforts et de coordination. Six ans depuis la dernière édition à prendre le pouls de l'économie au pays, d'œuvrer au sein des communautés francophones et acadienne, et à lutter pour la vitalité et la prospérité de toutes et tous. Ce travail continue bien entendu à ce jour. Nous souhaitons pouvoir, avec cette nouvelle édition, vous partager nos constats, nos priorités, nos apprentissages et nos souhaits afin de construire un Canada plus équitable et plus prospère.

Ce document est le fruit non seulement de nos observations, mais également de l'apport de tous les participants au Sommet national sur la francophonie économique en situation minoritaire, qui s'est déroulé en septembre 2022. Cette consultation massive a permis de dégager un nombre important de considérations, qui sont représentées dans le présent document. Sans l'apport des plus de 200 individus qui ont participé aux échanges, aux présentations et aux discussions lors de ces journées, ce document n'aurait été tout simplement pas possible. Nous sommes ainsi immensément reconnaissants envers tous les participants(es) aux discussions.

Ce nouveau Livre blanc n'aurait pas été également possible sans l'apport et la contribution d'une équipe dévouée et acharnée. Je souhaite donc ainsi offrir tous mes remerciements à l'équipe de rédaction du RDÉE Canada ainsi qu'à la firme TACT pour leur contribution à l'élaboration de ce document.

Nous levons notre chapeau à tous ceux et celles qui ont mené à bien ce projet, et qui ont contribué à alimenter le contenu. Nous sommes reconnaissants des efforts fournis par l'ensemble du réseau, car ils entraînent des résultats directs, positifs et concrets dans nos communautés. Que ce soit en immigration, en tourisme, en jeunesse économique, en petite enfance, en entrepreneuriat ou encore en développement durable, nous pouvons dire haut et fort que le RDÉE Canada est, et continue d'être, un incontournable de la francophonie économique canadienne!

Qu'il s'agisse de créer, de faire croître, de vendre ou d'acheter une entreprise, de favoriser la création d'opportunités d'emplois, de développer de nouveaux marchés, d'amplifier des marchés existants ou d'investir dans la mise au point de nouveaux produits et services, les communautés francophones et acadienne du Canada offrent aux entrepreneurs, aux porteurs de projets et aux investisseurs un éventail d'opportunités pour construire l'avenir. Nous espérons que ce nouveau Livre blanc pourra tracer la route pour les années à venir, donner des orientations précises et aider à favoriser une pleine inclusion de la dimension francophone et acadienne dans le développement de l'économie canadienne. C'est après tout en faisant chemin ensemble que nous pourrons prospérer.

Bonne lecture.

Mot du PDG

La francophonie fait pleinement partie de l'histoire et de l'identité canadienne. La francophonie économique du troisième millénaire porte de multiples visages ; elle est composée d'une multitude de particularités et est imprégnée de disparités régionales. Ainsi, nous ne parlons pas de la communauté, mais plutôt DES communautés francophones et acadienne. Ces communautés ont bien entendu comme point commun la nécessité ainsi que la volonté de travailler de concert pour soutenir leur pérennité et leur prospérité.

Cette nouvelle édition du Livre blanc s'inscrit dans la continuité du dialogue collaboratif mis en œuvre avec les différents partenaires du développement économique ainsi qu'avec les responsables gouvernementaux pour accroître les opportunités en matière de développement économique, d'entrepreneuriat et d'employabilité des communautés francophones et acadienne partout au pays, et pour coordonner nos façons de faire ainsi que de valoriser les meilleures pratiques. Par ses actions sur le terrain, le Réseau est un partenaire privilégié des différents paliers du gouvernement. Il l'appuie dans ses obligations à promouvoir la dualité linguistique du Canada, soutenir l'essor économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire et renforcer la prospérité économique du Canada dans son ensemble.

Le RDÉE Canada ainsi que ses membres favorisent les partenariats avec tous les acteurs du développement économique, de l'entrepreneuriat et de l'employabilité ainsi qu'avec les joueurs clés ayant une expertise en la matière, pour contribuer au développement économique local des communautés francophones et acadienne et les positionner comme des atouts économiques compétitifs et favorables, c'est-à-dire des agents à part entière de la prospérité du Canada.

Champion canadien du développement économique, de l'entrepreneuriat et de l'employabilité dans les communautés francophones et acadienne, le Réseau propose des approches novatrices dont l'objectif est de servir de levier et d'opportunités d'affaires. Il prend des mesures concrètes afin d'accroître l'efficacité et la qualité de ses services, ce qui lui permet de répondre aux besoins directs et indirects des communautés francophones et acadienne, en plus de contribuer plus activement à la vitalité économique de celles-ci.

En ce sens, des projets multilatéraux ont vu le jour depuis quelques années au sein des communautés francophones et acadienne, notamment dans l'Ouest canadien, en matière de développement durable, en Atlantique auprès d'une clientèle « jeunesse », au centre du pays en matière d'immigration ou encore dans le Nord avec les missions commerciales. Ceux-ci ont grandement contribué à transférer l'expertise francophone au sein de municipalités bilingues. Nous continuons bien entendu sur cette voie.

Nous sommes fiers des réalisations de notre réseau et des progrès substantiels qui se sont concrétisés au cours des vingt-cinq dernières années. En constante évolution, le Réseau s'inscrit dans une culture d'innovation tout en consolidant ses acquis, afin de relever les défis et de saisir les opportunités économiques du 21^e siècle. Il choisit de miser sur la valeur ajoutée du français et sur la force du bilinguisme en affaires. C'est pour notre Réseau un honneur et un privilège de contribuer, avec la collaboration de nos partenaires, à forger un avenir économique meilleur pour les communautés francophones et acadienne du pays. Nous espérons que vous serez également de la partie.



**Jean-Guy
Bigeau,**

Président-directeur
général du RDÉE
Canada

Sommaire exécutif

La recommandation principale de ce Livre blanc est d'ailleurs la mise en place d'un plan gouvernemental dédié à la francophonie économique

Fruit de la réflexion de plus de 200 intervenants et partenaires de la francophonie économique canadienne réunis en septembre 2022, cette deuxième édition du *Livre blanc sur le développement économique des communautés francophones et acadienne* du RDÉE Canada identifie des pistes d'actions pour le gouvernement, le secteur privé ainsi que les organismes de la francophonie canadienne pour les prochaines années.

Depuis plus de 25 ans, le RDÉE Canada et ses membres s'affairent à favoriser le dynamisme et la vitalité économique des communautés francophones et acadienne d'un océan à l'autre. Au travers de sept grands thèmes, soit l'entrepreneuriat francophone dans un contexte minoritaire, la main-d'œuvre, l'immigration, le tourisme, le développement durable, la jeunesse économique et la petite enfance, l'organisation assure la mise en place de mesures structurantes pour favoriser l'essor économique des communautés.

Alors que le poids des francophones est en baisse au pays selon le dernier recensement, et qu'un contexte politique particulier est en place autour des langues officielles, à la fois au gouvernement fédéral et dans les provinces, le RDÉE Canada encourage tous les acteurs à se mettre en action pour la francophonie économique en situation minoritaire. Les communautés francophones doivent être considérées comme un atout de taille pour la reprise économique, et le gouvernement du Canada doit se doter d'un fil conducteur pour rendre cohérentes ses interventions pour les soutenir.

La recommandation principale de ce Livre blanc est d'ailleurs la mise en place d'un plan gouvernemental dédié à la francophonie économique afin d'inciter l'ensemble des ministères impliqués à travailler de façon collaborative et à participer à un effort collectif pour le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire. Ensuite, au travers des défis et enjeux stratégiques liés aux grands thèmes, des recommandations visant le gouvernement et le secteur privé ont été formulées, le tout soutenu par des engagements concrets venant du RDÉE Canada. Celles-ci sont concrètement intégrées au sein d'une feuille de route, qui permettra aux gouvernements, mais aussi aux communautés francophones et acadienne du pays, d'agir dans l'intérêt d'un seul et même but pour les prochaines années : assurer l'essor et la prospérité économique de millions de Canadiennes et Canadiens francophones et de leurs communautés en situation minoritaire, après trois années de pandémie.

Depuis plus de 25 ans, le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et ses membres s'affairent à la prospérité et au développement économique des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire, ainsi qu'aux enjeux et défis liés à l'employabilité. Seul réseau pancanadien dédié à ces thématiques, ses actions ont permis de favoriser le dynamisme ainsi que la vitalité économique des communautés francophones et acadienne, notamment par le travail effectué en collaboration avec le secteur privé, le secteur associatif et communautaire, ainsi que les différents paliers de gouvernements.

Le RDÉE Canada est tout particulièrement fier de la mise en chantier et de la réalisation de grands projets nationaux au cours des dernières années, incluant notamment le projet Ô Chalet, les salons virtuels de l'emploi, la plateforme Salut Canada, le Passeport entrepreneurial. Le Consortium en petite enfance, le programme Connection internationale, le projet Entrepreneurs 1530, l'organisation de groupes de travail sur des enjeux économiques particuliers, et bien entendu, la réalisation du Sommet national sur la francophonie économique en situation minoritaire les 28 et 29 septembre 2022.

Le RDÉE Canada tire sa force de ses connaissances des réalités locales asymétriques d'un point de vue de l'économie et de l'employabilité, les particularités régionales de chacun de ses membres ainsi que sur les besoins des communautés. C'est ce qui a permis au réseau et à ses membres d'identifier des secteurs porteurs pour le développement

économique et de mettre en place des projets structurants, tout en assurant le partage des meilleures pratiques.

En janvier 2016, le RDÉE Canada dépose son premier Livre blanc, qui étaye des mesures prioritaires à mettre en place pour répondre aux besoins des communautés francophones et acadienne à moyen terme, mais également pour encourager un plus grand nombre de Canadiens et de nouveaux arrivants francophones à profiter de la dualité linguistique canadienne. L'argument avancé alors est que la langue française et le bilinguisme sont et doivent être vus comme de véritables avantages concurrentiels et de puissants leviers de développement économique et d'employabilité, tant pour les communautés francophones et acadienne que pour le Canada dans sa globalité.

Huit ans plus tard, si le paysage économique au Canada s'est modifié, le RDÉE Canada est toujours en phase avec cette réflexion. Alors que la pandémie de la COVID-19 a mené à des temps économiques incertains pour le Canada, que l'inflation atteint des sommets au pays et que les économistes prévoient l'entrée en récession de l'économie canadienne dès le 1^{er} trimestre 2023¹, le RDÉE Canada souhaite s'inscrire en allié des décideurs politiques et proposer des solutions pertinentes pour assurer la vitalité économique des communautés francophones et acadienne en contexte minoritaire.

Les prochaines sections permettront de faire l'état des lieux de la situation des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) et du contexte politique actuel liés aux langues officielles, puis de

¹ <https://www.lesaffaires.com/secteurs/general/la-banque-royale-previent-qu-une-recession-pourrait-poin-dre-au-1er-trimestre-de-2023/636831>

rappeler les grands concepts liés au Sommet national sur la francophonie économique en situation minoritaire, tenu en septembre 2022 par le RDÉE Canada à Ottawa. Les grandes conclusions de ce Sommet permettent d'ailleurs de soutenir la mise à jour du Livre blanc de 2016, et de mettre la table pour la mise en place des recommandations pour les prochaines années.

Portrait démographique des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire

Avant de discuter du développement économique des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire, il nous apparaît important de faire un court résumé du poids démographique de ces communautés au Canada. La compréhension des enjeux démographiques et géographiques des CFMS informe après tout notre compréhension des enjeux économiques.

Le dernier recensement de Statistique Canada (2021) nous permet d'avoir des données fraîches sur les tendances démographiques actuelles. À nouveau, et dans la lignée de la précédente étude, le poids des francophones à travers du pays est en baisse, passant de 22,2 % en 2016 à 21,4 % en 2021. On observe toutefois une hausse du nombre absolu de locuteurs francophones, alors que le français était la première langue officielle parlée par 7,8 millions de Canadiens en 2021, en hausse par rapport aux 7,7 millions de locuteurs en 2016.

Cela dit, lorsque l'on élimine les données liées au Québec pour se concentrer uniquement sur les communautés francophones en situation minoritaire, le constat est toutefois différent. Si le poids relatif des francophones en contexte minoritaire est resté stable, la population anglophone et allophone

a augmenté considérablement. C'est pourquoi on observe donc une baisse du poids démographique des francophones au pays.

En bref, 2,8 millions de locuteurs francophones sont présents au pays. Si le poids démographique de ces communautés est en baisse, passant de 3,6 % en 2016 à 3,3 % aujourd'hui, c'est aussi la première fois depuis 1996 que l'on observe une baisse du nombre absolu de locuteurs dont le français est la seule première langue officielle parlée, soit une baisse de 36 000 personnes. Le nombre de personnes dont le français était la seule langue maternelle a aussi diminué de 49 000 depuis 2016. Toutefois, le nombre de personnes ayant le français comme langue maternelle, seule ou en combinaison avec une autre langue a bondi à 1,1 million de locuteurs, une hausse de 36 000 individus.

Alors que l'immigration est souvent salubre pour les communautés francophones en situation minoritaire, les plus récentes données du recensement révèlent que 2,1 % des immigrants hors Québec ont le français comme première langue parlée, une légère chute par rapport à 2016. En 2021, les nouveaux arrivants représentaient 23 % des Canadiens et Canadiennes, soit près du quart de la population canadienne, la proportion la plus haute de l'histoire du pays.

Statistique Canada explique que la diminution est due à une combinaison de facteurs, notamment au transfert linguistique incomplet d'une génération à l'autre et à une population francophone plus âgée, donc comptant généralement plus de décès².

Ces facteurs démographiques auront donc une incidence certaine sur l'avenir des CFMS au pays. Notamment, le paysage démographique changeant aura des implications en matière de relève entrepreneuriale, sur les taux d'emplois, sur le potentiel de création de nouvelles

² <https://onfr.tfo.org/recensement-grosse-chute-du-francais-en-ontario/>

entreprises, et bien plus encore. L'avenir de notre économie francophone passe inévitablement par notre démographie et notre représentation géographique.

Contexte politique actuel entourant les langues officielles

Le contexte politique entourant les langues officielles est également effervescent : outre le projet de loi visant à modifier la Loi sur les Langues officielles, déposé par le gouvernement du Canada le 1^{er} mars 2022, la ministre des Langues officielles, Ginette Petitpas Taylor, a tenu des consultations entre mai et août 2022 afin de renouveler le Plan d'action pour les langues officielles (PALO), dont la précédente édition arrive à échéance en 2023.

Rappelons que la Loi sur les Langues officielles n'a connu qu'une modification d'importance depuis 1988, lorsque le texte a été mis à jour pour répondre aux obligations de la Charte canadienne des droits et libertés. Le projet de loi C-13 modifie presque tous les articles de la loi, et atteste notamment que le français est en situation minoritaire par rapport à l'anglais au Canada, et précise l'impact que doivent avoir les mesures favorables à l'épanouissement des minorités francophones et anglophones³.

Le projet de loi ne prévoit toutefois pas de coordination pangouvernementale dans la mise en œuvre de la Loi, ce que dénonce le RDÉE Canada. De même, nous espérons une meilleure coordination pour l'atteinte des cibles en immigration francophone.

Le RDÉE Canada espère aussi une adoption rapide pour le projet de loi, début 2023, sans retards supplémentaires. Le gouvernement fédéral doit aussi mettre de l'avant le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire et la stimulation de l'entrepreneuriat francophone comme un besoin essentiel à l'épanouissement et à la vitalité des communautés.

Nous croyons aussi que quelques éléments doivent absolument se retrouver au sein de la mise à jour de la Loi, notamment en lien avec un meilleur contrôle des langues officielles auprès des entreprises de compétences fédérales, et d'un bilinguisme accru des hauts fonctionnaires canadiens. De plus, les pouvoirs du Commissaire aux langues officielles, à la fois auprès des ministères et des agences et sur les entreprises à compétences fédérales, doivent être renforcés. Les recommandations ci-bas permettent d'illustrer en détail les changements souhaités par le RDÉE Canada.

RECOMMANDATIONS :

Que le gouvernement du Canada oblige les entreprises de compétences fédérales à offrir l'ensemble de leurs services dans les deux langues officielles partout au pays, et de communiquer avec leurs employés, prestataires de services et consommateurs dans la langue officielle de leur choix.

Que les pouvoirs du Commissaire aux langues officielles soient renforcés, notamment par l'octroi d'un pouvoir punitif qui permettrait d'avoir un meilleur contrôle des obligations linguistiques des ministères et des agences, et d'un pouvoir renforcé sur les entreprises à compétences fédérales.

Que l'ensemble des hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada soient officiellement bilingues.

³ <https://www.ledevoir.com/politique/canada/772739/langues-officielles-des-elections-pourraient-empêcher-l-adoption-de-c-13-dit-la-ministre>

Le RDÉE Canada, par le biais de ses membres, jette aussi un regard critique sur la situation actuelle dans les différentes provinces où des communautés francophones en situation minoritaire sont situées :



PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

En Atlantique, de moins en moins de Canadiens ont affirmé lors du dernier recensement avoir le français comme première langue officielle parlée. Les trois provinces maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard) enregistrent une baisse de la population qui a déclaré être francophone. À Terre-Neuve-et-Labrador, cette donnée est restée inchangée en 2021, comparativement à 2016⁴. Le bilinguisme est toutefois resté stable.

Au Nouveau-Brunswick, seule province bilingue, la révision de la Loi sur les langues officielles sera entamée sous peu : le premier ministre Blaine Higgs a d'ailleurs causé la surprise en annonçant qu'un ministre connu pour ses positions hostiles envers le français et le bilinguisme siégera au comité de révision. La situation doit donc changer afin de développer un écosystème politique et entrepreneurial favorable à l'essor des communautés acadiennes de la région.



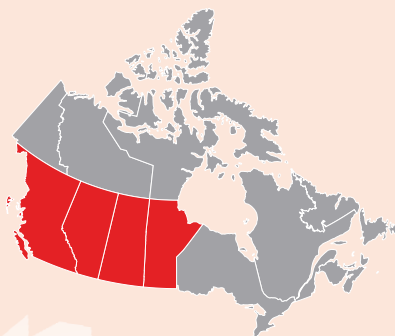
ONTARIO

La province contient près de la moitié des francophones en contexte minoritaire au pays. Cette situation exceptionnelle se traduit par une représentation extraordinaire dans les dossiers des langues officielles. Il incombe donc à la province de jouer un rôle de modèle dans l'affirmation de son identité et de prêter main forte aux autres communautés, afin de progresser de façon collaborative.

Cela dit, les acquis sont fragiles en Ontario, une des plus récentes manifestations étant le sauvetage in extremis du projet de l'Université de l'Ontario français (UOF), en raison d'une entente entre le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario, ou encore, les difficultés financières de la Laurentienne, qui a relancé les débats sur l'avenir et le financement des établissements postsecondaires francophones en Ontario⁵. L'avenir de la francophonie économique en contexte minoritaire se jouera ainsi beaucoup dans cette région du pays.

⁴ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906031/recensement-langues-maternelle-officielles-atlantique-francais-declin>

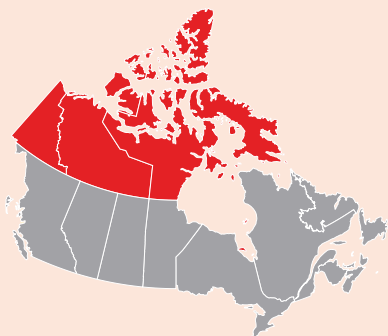
⁵ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1784487/universite-ontario-francais-laurentienne-ottawa>



PROVINCES DE L'OUEST

Les populations francophones dans les provinces de la Colombie-Britannique (1,4 %), de l'Alberta (2 %), de la Saskatchewan (1,3 %) et du Manitoba (3,2 %) sont parmi les moins importantes en termes de ratio de la population générale.⁶ Toutefois, à l'extérieur du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, ce sont les provinces qui ont le plus grand nombre de francophones en quantité absolue.

Toutefois, l'Alberta est l'une des provinces où la population francophone augmente le plus rapidement⁷, alors que pour la Colombie-Britannique, le nombre de Canadiens dont la langue maternelle est le français a diminué, mais le nombre de locuteurs francophones a augmenté.⁸ Pour la Saskatchewan, la population francophone est de moins en moins nombreuse⁹, alors qu'au Manitoba¹⁰, les statistiques sont demeurées relativement les mêmes au cours des dernières années.



TERRITOIRES

Les populations francophones des territoires ont un poids démographique très faible au Canada alors qu'environ 3500 Canadiens ont le français comme langue maternelle au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.¹¹ Le Yukon est le seul endroit au Canada en 2021 où la proportion de francophones et le nombre de personnes pouvant s'exprimer en français a augmenté, alors que le territoire enregistre une hausse de 15 % de la proportion dont le français est la langue maternelle.¹² Cette situation est toutefois différente pour les deux autres territoires qui enregistrent des chiffres à la baisse, entre autres en raison de l'augmentation de leur population générale.

⁶ <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/publications/faits-francophonie-canadienne.html>

⁷ <https://www.alberta.ca/francophone-heritage.aspx>

⁸ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906223/francophone-colombie-britannique-statistique-canada-2021>

⁹ <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/francophones-of-saskatchewan-fransaskois>

¹⁰ <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/francophones-of-manitoba>

¹¹ <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/publications/faits-francophonie-canadienne.html>

¹² <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906094/nord-recensement-2021-langues-francophonie-nunavut-yukon-tno>

Se mettre en action pour la francophonie économique en situation minoritaire

Près de 430 000 entreprises au travers du pays sont issues et dirigées par des francophones, ce qui représente 130 milliards de dollars en retombées économiques

La mise à jour de ce Livre blanc est rendue possible grâce aux conclusions tirées du Sommet national sur la francophonie économique en situation minoritaire, tenu les 28 et 29 septembre dernier à Ottawa et organisé par le RDÉE Canada.

Ce Sommet fut l'occasion unique de regrouper plus de 200 intervenants liés à la francophonie canadienne, provenant autant des gouvernements du Canada et des provinces que des agences de développement économique, des spécialistes, chercheurs et universitaires ainsi que des représentants des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire. Le but était de les entendre sur les mesures à mettre en place pour favoriser le développement économique francophone. En effet, il importe de rappeler que près de 430 000 entreprises au travers du pays sont issues et dirigées par des francophones, ce qui représente 130 milliards de dollars en retombées économiques hors Québec et 19,5 % de notre PIB. De ce nombre d'entreprises francophones au pays, une large part opère en contexte minoritaire. En Ontario, par exemple, les dernières recherches démontrent qu'on y retrouve près de 30 000 entreprises francophones¹³.

La prémisse du Sommet était que les communautés francophones doivent être considérées comme un atout de taille pour la reprise économique. L'élément central qui ressort du Sommet, est que bien que les gouvernements au Canada proposent

des initiatives ponctuelles pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire, il manque un fil conducteur qui rendrait mieux adaptée et plus cohérente toute intervention gouvernementale. En effet, la francophonie canadienne souhaite que le gouvernement du Canada au premier chef et ceux des provinces également, adoptent une vision globale et dédiée uniquement aux communautés francophones en situation minoritaire.

Par ailleurs, le RDÉE Canada est d'avis qu'outre les actions prises par les gouvernements, il est essentiel que la communauté d'affaires et le secteur privé s'impliquent davantage dans le développement des affaires en français partout au Canada. Il existe un potentiel d'affaires important dans les communautés francophones en situation minoritaire, et l'établissement de partenariats, via des leaders d'affaires comme le RDÉE Canada ou ses membres, permettraient de créer des situations gagnantes entre le secteur privé et les collectivités.

¹³ L'économie franco-ontarienne : Livre blanc, juin 2022 : <https://fedefranco.ca/wp-content/uploads/2022/06/AFO-FGA-Livre-blanc-economie-Juin-2022.pdf>.

RECOMMANDATION PRINCIPALE

Qu'un plan gouvernemental dédié à la francophonie économique soit mis en place afin d'inciter l'ensemble des ministères impliqués à travailler de façon collaborative et à participer à un effort collectif pour le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire.

De l'avis du RDÉE Canada, ce plan doit poursuivre ses actions dans la lignée des grandes orientations suivantes, dont les détails et recommandations précises seront détaillés dans les prochaines sections :

- 1** Renforcer davantage la capacité des communautés francophones et acadienne au pays à saisir des opportunités d'affaires à l'intérieur des frontières ou encore à l'international, où les deux langues officielles constituent une réelle valeur ajoutée;
- 2** Assurer l'arrimage complexe entre l'évolution des besoins du marché du travail et la nécessité d'augmenter l'immigration francophone en contexte minoritaire, particulièrement l'immigration économique francophone;
- 3** Stimuler l'engagement et les investissements d'un plus grand nombre de partenaires pour le plein développement économique de nos communautés;
- 4** Contribuer à la vitalité économique des groupes sous-représentés dans nos communautés francophones et acadienne partout au pays (incluant notamment la jeunesse économique, les minorités visibles, les femmes entrepreneures, la communauté LGBTQ2+ et bien plus);
- 5** Favoriser l'accès à des données probantes et à de la recherche de pointe sur la francophonie économique canadienne afin de faciliter des prises de décision informées à tous les niveaux;
- 6** Encourager et financer des initiatives sectorielles représentant des moteurs stratégiques pour la vitalité et la prospérité de nos communautés, incluant la petite enfance ou le développement durable;
- 7** Mettre à jour les éléments législatifs, notamment la Loi sur les langues officielles, afin de renforcer les acquis et soutenir un développement continu de la francophonie économique pour les prochaines décennies.

Défis, enjeux stratégiques et opportunités

C'est via une francophonie économique forte que nous serons réellement en mesure d'offrir un milieu de vie en français

Développement de l'entrepreneuriat francophone en contexte minoritaire

Contexte et constats tirés du Sommet

Le développement de l'entrepreneuriat francophone en contexte minoritaire est précaire depuis plusieurs années, mais la COVID-19 et ses impacts ont accentué certaines problématiques, telles que le manque de main-d'œuvre et l'employabilité francophone. Ainsi, afin de parvenir à redresser la barre, le RDÉE Canada considère que le soutien de cet entrepreneuriat francophone doit être une priorité pour le gouvernement et pour l'industrie dans les prochaines années, notamment par la mise en place d'importantes mesures. L'immigration économique francophone, le tourisme et la jeunesse sont trois thématiques qui peuvent offrir des solutions et qui permettraient de soutenir ce développement.

Au fil du temps, les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires ont su développer une multitude d'initiatives dans le but de soutenir la francophonie en favorisant entre autres la collaboration et le partage et en mettant de l'avant un meilleur maillage entre les entrepreneurs francophones. Mais d'importants obstacles demeurent et doivent être solutionnés afin de permettre à l'entrepreneuriat francophone et à la francophonie de survivre partout au Canada.

En premier lieu, les entrepreneurs francophones en situation minoritaire identifient que le financement et le capital de démarrage leurs sont beaucoup plus difficiles d'accès que pour les entrepreneurs anglophones. Pourtant, ce sont eux qui ont besoin d'un plus grand coup de main afin d'assurer une réussite

à leur entreprise qui se trouve dans une situation plus précaire que celle de leurs concurrents anglophones. En effet, le bassin de population francophone auquel ont accès les entreprises est moins grand que celui des entreprises anglophones, et par le fait même, un plus petit bassin d'acquéreurs et d'investisseurs est donc disponible pour permettre aux entreprises de grandir comme il se doit. Cette disparité met les entreprises francophones dans une situation complexe au niveau de la pérennité. Ainsi, afin d'obtenir le soutien nécessaire, ces entrepreneurs francophones devraient avoir accès à des programmes gouvernementaux spéciaux de soutien, qui leur permettraient de se démarquer davantage et d'assurer une représentation de l'entrepreneuriat francophone en situation minoritaire.

Actuellement, ce sont plus de 50 % des entreprises francophones en contexte minoritaire qui sont situées en Ontario.¹⁴ Pour les autres provinces et territoires, les populations francophones sont souvent isolées ou marginalisées, et il devient alors plus difficile de développer un esprit entrepreneurial francophone régional ou géographique en raison d'un trop faible volume de francophiles. Afin de subvenir aux besoins des entreprises se trouvant dans une situation géographique particulière, le RDÉE Canada est d'avis qu'il faudrait augmenter le commerce interprovincial en le ramenant au niveau prépandémique. De même, mettre l'accent sur l'entraide et l'esprit de communauté sera essentiel pour surmonter ces épreuves en créant des corridors de niche francophone dans le but de faciliter ce commerce interprovincial. Ces corridors particuliers amélioreront le partage des bonnes pratiques au sein du réseau des entreprises francophones en plus de permettre à ces dernières de

¹⁴ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022038-fra.htm>

stimuler leur développement entre elles. C'est via une francophonie économique forte que nous serons réellement en mesure d'offrir un milieu de vie en français qui permet à la population canadienne de travailler dans sa langue et d'avoir accès à davantage de services francophones, peu importe où ils habitent.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada offre des programmes spéciaux d'accès au capital dédiés uniquement aux entrepreneurs francophones en situation minoritaire afin de leur permettre de démarrer leur entreprise dans des situations plus avantageuses qu'actuellement.

Que le gouvernement du Canada mette en place un fonds de développement en partenariat public privé (PPP) capitalisé à la hauteur de 120 millions de dollars lié à la future Stratégie fédérale en entrepreneuriat pour les CLOSM.

Que le secteur privé, notamment les sociétés de capitalisation et d'investissements dans les entreprises émergentes, porte une attention particulière aux entreprises issues des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire, et développe des outils et des ressources adaptés dans les deux langues officielles.

ENGAGEMENT DU RDÉE CANADA

Le RDÉE Canada et ses membres joueront un rôle prépondérant dans le maillage entre les entreprises et les communautés francophones dans le but de développer les corridors de niche francophone qui aideront au développement de leur économie.

Main-d'œuvre et employabilité

Contexte et constats tirés du Sommet

Bien que l'enjeu de la main-d'œuvre ne soit pas particulier aux entreprises francophones en situation minoritaire, ces dernières sont gravement touchées par cette problématique. La situation politico-géographique de ces communautés, qui sont souvent isolées et entourées de communautés anglophones, amplifie la problématique de la pénurie de main-d'œuvre en raison du bassin de population qui est beaucoup moins important. De plus, l'attraction pour des emplois intéressants et stimulants en anglais est omniprésente, comme en font foi les 55 % de Canadiens francophones¹⁵ en situation minoritaire qui n'utilisent pas le français de façon régulière au travail. Ainsi, le RDÉE Canada souhaite travailler à la recherche d'alternatives pour soutenir les entrepreneurs francophones en situation précaire, partout au pays en plus de permettre à cette population de parler leur langue maternelle au travail.

En février 2022, le taux de chômage au Canada se situait à 5,2 %, ce qui représente le plus bas taux depuis 1976, alors qu'il y avait 826 000 emplois toujours vacants en février 2022, soit le double du niveau pré-pandémique. Ces statistiques démontrent l'ampleur du problème, alors que le nombre de travailleurs sur le marché du travail est élevé, le nombre d'emplois vacants ne fait qu'augmenter. Selon les statistiques disponibles, le principal facteur qui peut expliquer le manque de main-d'œuvre est le vieillissement de celle-ci, qui mène inévitablement à une augmentation du nombre de départs à la retraite. En raison de la démographie vieillissante, il n'y a pas suffisamment de nouveaux employés pour remplacer tous les départs, ce qui crée cet important écart à combler.

¹⁵ Présentation « Étude sur les besoins en main-d'œuvre au sein des communautés francophones et acadiennes – Faits saillants », p.7.

Les intervenants réunis lors du Sommet national sur la francophonie en situation minoritaire ont tous identifié la relève francophone comme étant d'une importance capitale pour contrer les problématiques de main-d'œuvre. Ainsi, il paraît important de diriger les stratégies à mettre en œuvre vers la relève. Le RDÉE Canada croit notamment que l'on doit mettre l'emphasis sur le soutien des programmes scolaires francophones à tous les niveaux, notamment aux niveaux des collèges et universités francophones qui forment cette relève et qui sont des lieux de recherche en français. Cela permettrait aux communautés francophones de partout au pays de continuer leur éducation en français et de conserver leurs acquis qui sont très difficiles à conserver considérant les réalités géographiques. Il est donc fondamental d'avoir un financement adéquat des écoles et universités francophones et des programmes francophones dans les établissements d'enseignement anglophones.

Lors du Sommet national, les intervenants présents ont aussi identifié d'autres pistes de solution et mesures pouvant être mises en place pour encourager l'entrepreneuriat francophone :

- développer des mécanismes et des programmes spécialisés de type seconde carrière pour accélérer le recrutement de la main-d'œuvre;
- augmenter l'affichage en français des différents commerces et industries;
- implanter des mesures qui encouragent l'utilisation des deux langues officielles sur les lieux de travail;
- mieux outiller la main-d'œuvre qui pourrait travailler en français afin de maximiser leur plein potentiel.

De plus, afin de bien cibler où mettre les efforts et combler le retard de la main-d'œuvre au pays, il serait pertinent de se baser sur des statistiques. Actuellement, la problématique de la pénurie de main-d'œuvre est bien documentée, mais

les besoins de main-d'œuvre pour les entreprises francophones n'ont pas été quantifiés, ce qui rend les mesures à mettre en place et l'établissement d'objectifs précis très complexes. L'absence de la langue comme dimension d'analyse dans la production de données sur le marché du travail entraîne donc un manque d'information très important.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement implante la langue comme dimension d'analyse dans les données collectées, notamment par Statistique Canada, afin de quantifier la pénurie de main-d'œuvre dans des industries particulières, à l'image des approches pilotes développées en ce sens dans les dernières années.

Développer des mécanismes et des programmes spécialisés de type seconde carrière pour accélérer le recrutement de la main-d'œuvre.

Augmenter l'affichage en français des différents commerces et industries.

Implanter des mesures qui encouragent l'utilisation des deux langues officielles sur les lieux de travail.

Mieux outiller la main-d'œuvre qui pourrait travailler en français afin de maximiser leur plein potentiel en préconisant un plein affichage dans les deux langues officielles, et en garantissant des relations employeurs-employés dans la langue officielle de son choix.

ENGAGEMENT DU RDÉE CANADA

Le RDÉE Canada, par l'intermédiaire de ses membres, ira à la rencontre de grandes entreprises canadiennes afin de développer des partenariats d'affaires gagnants en français partout au Canada, considérant le potentiel extraordinaire de faire des affaires en français à travers le pays et aussi d'investir dans la cause du français en milieu minoritaire.

Immigration

Contexte et constats tirés du Sommet

Malgré le manque de statistiques probantes qui illustrent les problématiques de main-d'œuvre pour les entreprises francophones en raison de l'absence de la langue comme dimension d'analyse, nous pouvons déjà identifier quelques secteurs qui pourraient venir pallier la problématique, notamment l'immigration. Autant vrai pour les entrepreneurs francophones que pour les communautés francophones en situation minoritaire, l'intégration d'immigrants francophones, avec une attention pour l'immigration économique, est primordiale pour améliorer la situation pour ces communautés.

Dernièrement, le gouvernement a créé un nouveau corridor d'immigration francophone dédié au recrutement d'enseignants francophones, ce que le RDÉE Canada salue. Cependant, nous sommes d'avis que le gouvernement doit avoir une vision d'ensemble sur l'écosystème francophone, sans se limiter uniquement au milieu de l'éducation, étant donné que ces enjeux touchent l'entièreté des secteurs. Ces corridors, pour d'autres secteurs, pourraient représenter la solution à un problème difficile à résoudre.

Ainsi, malgré l'absence de corridor pour d'autres secteurs, il est tout de même encourageant de voir les cibles du gouvernement concernant les immigrants économiques augmenter annuellement. Cela démontre que le problème est bien réel, mais que des mesures sont déjà prises pour pallier cette problématique qui ne fait que s'empirer. Ainsi, pour combler le retard de l'immigration économique, le gouvernement canadien souhaite accueillir 241 850 immigrants dans cette

catégorie en 2022 (56 % de l'immigration totale), 253 000 en 2023 (56,6 % de l'immigration totale) et 267 750 en 2024 (59,4 % de l'immigration totale).

Le gouvernement est bien au fait de cette situation problématique au niveau de l'immigration francophone. En 2003, dans l'objectif d'accroître le poids démographique des communautés francophones en situation minoritaire, le gouvernement a fixé une cible de 4,4 % d'immigration francophone hors-Québec à atteindre en 2008. Il est toutefois largement accepté que bien que cette cible ait été comprise comme un seuil minimal à atteindre pour maintenir ou accroître la population francophone, elle n'était basée sur aucune étude démographique ou démolinguistique¹⁶. Elle correspondait en fait au poids démographique de la population francophone en contexte minoritaire observée lors du recensement de 2001.

De plus, au cours des 20 dernières années, ce taux n'a fait que diminuer pour s'établir à 1,95 % en 2021 alors que la proportion de francophones hors Québec était de 3,3 % en 2021 (3,6 % en 2016 et 3,8 % en 2011). Afin de renverser cette tendance, le RDÉE Canada insiste sur l'importance d'augmenter les cibles d'immigration francophone. Selon les pourcentages, voici les impacts calculés¹⁷ :

- Cible de 6 % : on freinerait le déclin des populations francophones en contexte minoritaire;
- Cible de 8 % : on maintiendrait le poids démographique des populations francophones en contexte minoritaire;
- Cible de 10 % : on augmenterait le poids démographique des populations francophones en contexte minoritaire;

Pour combler le retard de l'immigration économique, le gouvernement canadien souhaite accueillir 241 850 immigrants

¹⁶ https://fcfa.ca/wp-content/uploads/2022/04/2022-02_Rapport-FCFA-Sociopol-cibles.pdf

¹⁷ https://symposium.immigrationfrancophone.ca/wp-content/uploads/2022/03/14mars2022_Presentation-AlainDupuis_cible.immfr_.pdf

- Cible de 12 % : on augmenterait le poids démographique des populations francophones et acadienne en contexte minoritaire en plus de combler le retard accumulé des dernières années.

Bien qu'une augmentation de la cible soit nécessaire, elle ne pourra pas régler à elle seule tous les problèmes. Afin de parvenir à augmenter le nombre d'immigrants francophones qui viendront s'établir en région, il est primordial de mettre sur pied des services spécialisés et adaptés aux besoins. Il est bien d'avoir de bonnes cibles d'immigration francophone, mais il faut aussi avoir de bons outils de sélection et d'inclusion de ces populations dans les communautés partout au Canada afin de se donner les moyens d'atteindre nos objectifs. Par exemple, il pourrait être pertinent de :

- Créer un volet francophone distinct dans *Entrée express*;
- Créer un programme d'immigration économique dans des communautés francophones et acadienne (s'inspirer du modèle du programme pilote d'immigration des communautés rurales et du Nord);
- Diminuer les délais de traitement pour les demandes d'immigration;
- Reconnaître les acquis professionnels pour les immigrants qui souhaitent venir travailler ici;
- Faciliter le processus de recrutement d'employés pour les employeurs;
- Augmenter le taux de francophones qui passent par le *programme des candidats des provinces* dans chacune d'elles (exception du Nouveau-Brunswick qui est à 16,5 %).

RECOMMANDATIONS

Que la cible d'immigration francophone soit augmentée à 12 % d'ici 2024, et ce, pour les 15 prochaines années.

Que le gouvernement injecte 20 millions de dollars supplémentaires afin de développer des outils liés à un parcours distinct d'immigration économique francophone en contexte minoritaire, et ce, afin de soutenir le mariage entre les besoins des employeurs et les nouveaux arrivants.

Que les entreprises, dans le cadre de missions de recrutement à l'international, aient le réflexe d'aller recruter en premier lieu dans les pays francophones.

ENGAGEMENTS DU RDÉE CANADA

Avec l'aide du gouvernement du Canada, le RDÉE Canada s'engage à développer un programme d'accompagnement pour immigrant francophone à la recherche d'emploi dans le but de faciliter leur arrivée et soutenir les entreprises francophones partout au Canada.

Ainsi, en renforçant les outils de sélection et les stratégies de promotion, on se donne les moyens nécessaires de bien accueillir les populations immigrantes francophones et d'en augmenter le nombre. Le recrutement ciblé est donc la clé afin de combler les problématiques du marché du travail et du manque de main-d'œuvre. Finalement, pour arriver à atteindre des cibles ambitieuses, toutes les provinces et tous les territoires doivent s'impliquer. Pour ce faire, il importe d'adapter les critères de sélection aux réalités des provinces et territoires.

Tourisme

Contexte et constats tirés du Sommet

Le secteur du tourisme revêt une importance stratégique pour les communautés francophones en situation minoritaire. Évidemment, la pandémie de COVID-19 eu de profonds impacts sur le secteur. Afin de les mesurer, le RDÉE Canada a réalisé une étude portant sur l'évolution de l'offre touristique francophone et bilingue suivant la pandémie (Sondage Léger-RDÉE 2021)¹⁸. Parmi les faits saillants, on souligne que dans le contexte pandémique, plus de 70 % des entreprises touristiques indiquent que leur entreprise a connu une baisse de revenu. En plus d'adapter leur offre de service, elles ont dû engager des dépenses plus importantes qu'avant.

En chiffres, les marchés touristiques francophones, domestiques et internationaux, représentent plus de 274 millions de touristes potentiels pour le Canada, les provinces et les territoires. Alors que les entreprises de ce secteur commencent à se relever, le besoin d'investissement et la pénurie de main-d'œuvre les empêchent de le faire à pleine vapeur, alors que ces enjeux étaient déjà présents avant la pandémie. La reprise de ce secteur névralgique se fait à un rythme variable, puisque les PME et les entreprises ont été affectées de façon différente. Les plus durement touchées sont dans une situation financière difficile et manquent d'autant plus de personnel.

Si les impacts sont importants pour le tourisme, ils le sont d'autant plus pour l'offre francophone au pays. Ainsi, il nous apparaît primordial que le gouvernement s'appuie sur son caractère unique face aux pays compétiteurs, qu'est le fait d'avoir deux langues officielles. Cela représente un avantage comparatif important pour le Canada qui lui permet de se distinguer et sur lequel il faut s'appuyer dans la stratégie

touristique à venir. Si on veut donner de l'élan à ce secteur, il est important qu'il y ait des fonds dédiés à la francophonie dans la nouvelle stratégie fédérale sur le tourisme prévue pour le printemps 2023.

Avec d'autres partenaires, le RDÉE Canada a contribué à la mise en place de [Salut Canada](#), un corridor patrimonial, culturel et touristique francophone. Ce projet rassemble plus de 400 éléments patrimoniaux, produits culturels et touristiques francophones au Canada, sélectionnés pour proposer aux visiteurs d'ici et d'ailleurs des services en français et des expériences uniques en leur genre. Sa mission s'est élargie pour mettre de l'avant les produits et les services offerts en français, mais aussi pour valoriser les entreprises anglophones qui souhaitent cibler les marchés francophones en offrant des services en français selon la classification des sévices mise en place par RDÉE Canada et son réseau. Il vise à devenir un outil incontournable dans la planification de séjour pour les touristes domestiques et étrangers, en contribuant largement à la relance du tourisme en cette année charnière 2022, véritable pivot dans la pandémie de COVID-19.

Dans le cadre de la révision de la stratégie canadienne en matière de tourisme, le RDÉE a déposé un mémoire comprenant certaines recommandations qui sont réitérées dans le présent Livre blanc. Ces recommandations ne sont pas le fruit du hasard; elles sont nées d'observations sur le terrain, partant des gens qui travaillent au quotidien avec la population concernée, et ont été enrichies par une riche analyse de la littérature scientifique. Les besoins sont nombreux, et la situation évolue très rapidement.

Un financement du gouvernement du Canada servira à soutenir le secteur, notamment par le développement de l'offre touristique francophone post-

Les marchés touristiques francophones, domestiques et internationaux, représentent plus de 274 millions de touristes potentiels pour le Canada, les provinces et les territoires

¹⁸ Enquête sur les impacts de la COVID-19 et sur l'offre francophone et bilingue auprès d'entreprises touristiques au Canada, RDÉE-Léger, 2021, En ligne: <https://rdee.ca/wp-content/uploads/Enquete-impacts-covid-sur-offre-touristique.pdf>

*L'environnement
est devenu au fil
du temps un sujet
hautement politisé
plutôt qu'une
priorité de société
comme devraient
l'être la santé et
l'éducation*

pandémie. Le RDÉE Canada souhaite que de nouvelles offres touristiques francophones soient créées en partenariat avec les communautés, et qu'une classification des services en français soit déployée auprès des entreprises touristiques anglophones, de manière à consolider l'offre touristique francophone. Le secteur doit également être soutenu au niveau de la main-d'œuvre, afin de retrouver son élan de 2019. Finalement, la promotion stratégique de l'offre touristique au sein d'organes de marketing existants, comme Destination Canada ou l'Association de l'industrie touristique du Canada, doit être effectuée.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement évoque clairement le bilinguisme officiel du Canada au cœur de sa stratégie canadienne en matière de tourisme, et qu'un axe soit dédié au tourisme francophone à travers le pays.

Que le gouvernement injecte 10 millions de dollars dans des projets liés à la valorisation, le développement, l'expansion et à la relance du tourisme francophone en contexte minoritaire partout au pays.

Que le gouvernement contribue à la mise en chantier d'un fonds d'investissement et de développement de l'industrie du tourisme spécifiquement adapté pour les entreprises issues des communautés de langues officielles en situation minoritaire (incluant les PME), avec une approche de gestion intermédiaire, permettant le soutien direct aux entreprises dans le secteur du tourisme souhaitant développer de nouveaux marchés et adapter leurs processus face aux nouvelles réalités de l'économie canadienne.

Que le gouvernement contribue à la mise en place d'un programme spécifique répondant aux besoins en matière de main-d'œuvre au sein du

secteur tourisme, notamment par la mise en place de procédures afin de faciliter l'intégration de travailleurs issus de l'immigration francophone.

ENGAGEMENTS DU RDÉE CANADA

Le RDÉE Canada valorisera et diffusera à plus grande échelle la plateforme Salut Canada auprès des entreprises œuvrant dans le tourisme partout au pays, ainsi qu'auprès des acteurs du secteur touristique.

Le RDÉE Canada multipliera les liens auprès de l'Association de l'industrie touristique du Canada afin d'encourager les initiatives qui favorisent le tourisme francophone au Canada.

Développement durable

Les appels à l'urgence climatique sont plus importants que jamais et le moment est venu d'agir. Nous savons tous qu'il faut agir, mais pourquoi sommes-nous dans une situation aussi fragile? Selon Duvernois (2019), « l'environnement est devenu au fil du temps un sujet hautement politisé plutôt qu'une priorité de société comme devraient l'être la santé et l'éducation ». Ce même auteur souligne le virage vers l'éco-entrepreneuriat. Ces éléments ont aussi été des sujets de discussion lors du projet « Ô Chalet! Les jeunes s'engagent! », consultation auprès de la jeunesse via le RDÉE Canada.

Si les francophones sont concentrés dans certains secteurs d'activité, le RDÉE Canada est d'avis que l'entrepreneuriat se développe très facilement dans le cadre du développement durable, et que les deux devraient être vus comme allant de pair. Les organisations doivent pouvoir répondre aux nouvelles attentes en termes de responsabilité sociale et se positionner comme leader pour inspirer les autres à en faire autant. Les entreprises francophones doivent comprendre que le développement durable peut leur permettre d'atteindre et

même dépasser leurs objectifs. Cela passe par de l'information et de la sensibilisation, un accès aux ressources en français et à des sessions d'informations sur l'entrepreneuriat écoresponsable.

Il n'y a pas de recette magique en développement durable, mais il y a différents leviers et différentes approches à saisir pour avancer en ce sens. Il est important d'avoir une réflexion stratégique afin de faire preuve de cohérence et de devenir des chefs de file dans les communautés. Le RDÉE Canada souhaite d'ailleurs développer des outils plus pertinents pour les entrepreneurs, notamment un répertoire d'experts et des aides financières disponibles ainsi que s'assurer de mettre en place une offre de formation qui permettra de renforcer les compétences et d'accompagner les entreprises dans la transition. Il importe toutefois que le secteur privé s'investisse dans ce travail, en participant notamment au déploiement d'initiatives régionales mobilisatrices.

Du côté du gouvernement, nous croyons qu'un appui financier aux entrepreneurs doit être développé, afin de les aider à accéder à des technologies propres, à reconvertir leurs infrastructures ou encore, à diversifier les sources d'approvisionnement en énergie et en ressources. La recherche appliquée doit également être encouragée, afin d'établir de nouveaux standards et procédures à l'échelle nationale.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement appuie financièrement les organisations pour permettre leur virage dans le cadre de la nouvelle stratégie en entrepreneuriat pour les CLOSM.

Que les entreprises privées s'engagent dans le déploiement d'initiatives régionales mobilisatrices en développement durable, afin de créer un réseau de soutien.

ENGAGEMENTS DU RDÉE CANADA

Le RDÉE Canada développera des outils pour les entrepreneurs, notamment un répertoire d'experts et des aides financières disponibles ainsi qu'une offre de formation, afin de renforcer les compétences des PME en développement durable.

Le RDÉE Canada ainsi que ses membres s'engagent à obtenir une certification eco-responsable, et à pérenniser les pratiques de développement durable au sein de ses opérations.

Jeunesse économique

Contexte et constats tirés du Sommet

Le RDÉE Canada a mené une consultation auprès de jeunes de la francophonie canadienne et portant sur une relance économique sociale, durable et inclusive. Le Sommet fut l'occasion de présenter les grands constats de cette consultation et de remettre le [Livre blanc](#) ayant pour titre *La jeunesse canadienne au premier plan de la relance économique du Canada* à la présidente du Conseil du Trésor. De cette consultation et du forum « Ô Chalet! Les jeunes s'engagent! », différents constats ont permis de déterminer des axes visant à contribuer à la relance économique par et pour les jeunes.

Le RDÉE Canada insiste sur le fait que la jeunesse économique est la relève des communautés francophones : on doit les soutenir et les aider dans leur volonté de rester dans leurs communautés et de les faire prospérer. En effet, le fait que les jeunes soient forcés de quitter leurs communautés d'origine en raison du manque de services entraîne une dévitalisation des régions, ce que nous devons éviter.

Les jeunes francophones en situation minoritaire voient d'ailleurs d'un bon œil leur bilinguisme, alors qu'ils estiment qu'il s'agit d'un atout pour faire des affaires. 85 %

Un réseau de centres de la petite enfance fort et en santé permettrait aux deux parents d'une même famille de participer au développement économique (francophone) et aux enfants de recevoir une première éducation en français

des jeunes francophones hors du Québec sondés par Léger indiquent d'ailleurs leur volonté de socialiser davantage en français et d'avoir des occasions de s'impliquer volontairement en français.

Ainsi, plusieurs des constats réalisés dans les précédentes sections s'appliquent ici avec un angle résolument axé sur la jeunesse. Il appert en effet que les jeunes entrepreneurs issus des communautés francophones en situation minoritaire ont besoin d'un soutien particulier pour assurer le fonctionnement de leurs entreprises. Nous croyons donc que le milieu doit s'investir avec de créer des bourses à l'intention des jeunes entrepreneurs francophones en situation minoritaire. Finalement, afin d'assurer la vitalité des communautés, il est essentiel que des programmes de soutien au reprenariat à l'intention des jeunes de la francophonie canadienne soient créés. Ces programmes pourraient être axés sur une variété de volets, incluant notamment la recherche de mentors, la recherche de capitaux et le montage financier.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement finance des programmes de soutien au reprenariat à l'intention des jeunes de la francophonie canadienne, par une enveloppe complémentaire à la hauteur de 25 millions de dollars au Fonds d'habilitation pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire.

Qu'un volet entrepreneurial pour les CLOSM soit inclus dans la stratégie jeunesse fédérale du gouvernement actuel.

ENGAGEMENT DU RDÉE CANADA

Le RDÉE Canada mobilisera des entreprises de certains secteurs afin de créer des bourses, des occasions de participation dans des comités

ou encore, des stages rémunérés à l'intention des jeunes entrepreneurs francophones en situation minoritaire qui souhaitent intégrer le français dans leurs activités d'entreprise.

Petite enfance

Contexte et constats tirés du Sommet

Depuis une vingtaine d'années, des partenaires nationaux collaborent et se concertent par rapport au développement de la petite enfance dans les communautés francophones en contexte minoritaire au pays. Pour le RDÉE Canada, l'idéal serait de voir les projets entrepreneuriaux en petite enfance atteindre un plus grand degré d'autonomisation financière. Les montants, à la hauteur de 6 M\$ sur 5 ans versés annuellement par le gouvernement fédéral par l'entremise de différents programmes aux multiples organisations qui supportent le secteur de la petite enfance, sont très importants. Malgré cela, la question de fonds liés à des dépenses d'immobilisations restent après tout un enjeu de taille à régler au cours des prochaines années, et ceci permettrait de pleinement faire rayonner le secteur dans nos communautés.

Les constats des partenaires sont clairs :

- La francophonie canadienne fait face à un enjeu important au niveau de l'accès à un éventail de services offerts à la petite enfance francophone en situation minoritaire pour la période du continuum avant la naissance jusqu'à l'entrée à l'école.
- Les parents ont besoin de services de garde en français pour leurs enfants. Le service de garde en français est un outil incontournable de transmission de la langue française et de construction de l'identité francophone.
- L'objectif des démarches est d'augmenter l'accès à davantage de places en service de garde en français de qualité

dans les communautés francophones en contexte minoritaire en intégrant des stratégies entrepreneuriales aux interventions afin d'assurer la vitalité du français de génération en génération.

Nous ne le rappellerons jamais assez : la petite enfance est un moteur économique important pour toutes les communautés. Cette affirmation est encore plus vraie pour les communautés marginalisées. Un réseau de centres de la petite enfance fort et en santé permettrait aux deux parents d'une même famille de participer au développement économique (francophone) et aux enfants de recevoir une première éducation en français, en plus d'assurer des emplois intéressants pour les éducateurs et éducatrices. Cependant, plusieurs barrières se dressent et empêchent le déploiement d'un réseau qui profiterait à toutes les communautés francophones en situation minoritaire au Canada :

- l'échelle salariale peu intéressante;
- le manque de reconnaissance dans le milieu éducatif du rôle des centres de la petite enfance;
- le manque de promotion, entre autres par les orienteurs, de la profession auprès des jeunes;
- un manque criant de main-d'œuvre.

Ce manque de main-d'œuvre dans ce secteur d'activité est le principal frein à un plein déploiement puisque tous les enfants n'y trouvent pas leur place : manque d'établissement, d'éducateurs et d'éducatrices. Afin de parvenir à améliorer le réseau de la petite enfance dans les communautés francophones, il apparaît important de développer les ressources nécessaires qui permettront de répertorier toutes les bonnes ressources et bonnes pratiques pour le démarrage d'un CPE. Il est primordial de guider ces gens dans la bonne direction et leur donner les outils nécessaires pour arriver à atteindre leurs objectifs. En structurant ainsi ce réseau, il sera plus facile de faire du maillage

entre ce secteur et les autres secteurs complémentaires et ainsi améliorer sa notoriété. De cette façon, plus de gens voudront s'y impliquer, ce qui aura comme effet d'augmenter le nombre de places pour les enfants et, conséquemment, le nombre de travailleurs pour répondre à une autre problématique, celle de la pénurie de main-d'œuvre. C'est toute l'économie qui s'en portera mieux.

Finalement, le secteur de la petite enfance est actuellement laissé à lui-même. Les processus administratifs pour démarrer un CPE sont longs, ardues et en plus, leur financement est en deçà de celui octroyé aux écoles primaires et secondaires. L'éducation de la petite enfance n'est pourtant pas moins importante. Afin de rectifier la situation, il pourrait être intéressant d'augmenter leur financement, tout en les intégrant dans les réseaux scolaires existants où les ressources humaines sont plus nombreuses et où les mécanismes fonctionnent déjà.

RECOMMANDATIONS

Que le financement du secteur de la petite enfance via le consortium existant soit renouvelé et augmenté afin de permettre son plein déploiement.

Que les processus administratifs soient simplifiés pour les CPE et qu'on les intègre au sein des réseaux scolaires existants.

Que les frais d'immobilisation et de construction de nouvelles infrastructures pour les CPE en milieu minoritaire soient pleinement pris en charge dans le cadre des ententes existantes et à venir.

ENGAGEMENT DU RDÉE CANADA

Le RDÉE Canada travaillera avec les provinces et les CPE afin de mettre sur pied un cursus de départ clair pour les entrepreneurs qui souhaitent se lancer en affaires dans ce secteur.

Rappel des recommandations

RECOMMANDATION GÉNÉRALE

1. Qu'un plan gouvernemental dédié à la francophonie économique soit mis en place afin d'inciter l'ensemble des ministères impliqués à travailler de façon collaborative et à participer à un effort collectif pour le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire.

DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT FRANCOPHONE EN CONTEXTE MINORITAIRE

2. Que le gouvernement du Canada offre des programmes spéciaux d'accès au capital dédiés uniquement aux entrepreneurs francophones en situation minoritaire afin de leur permettre de démarrer leur entreprise dans des situations plus avantageuses qu'actuellement.
3. Que le gouvernement du Canada mette en place un fonds de développement en partenariat public privé (PPP) capitalisé à la hauteur de 120 millions de dollars lié à la future Stratégie fédérale en entrepreneuriat pour les CLOSM.
4. Que le secteur privé, notamment les sociétés de capitalisation et d'investissements dans les entreprises émergentes, porte une attention particulière aux entreprises issues des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire, et développe des outils et des ressources adaptés dans les deux langues officielles.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOYABILITÉ

5. Que le gouvernement implante la langue comme dimension d'analyse dans les données collectées, notamment par Statistique Canada, afin de quantifier la pénurie de main-d'œuvre dans des industries particulières, à l'image des approches pilotes développées en ce sens dans les dernières années.
6. Développer des mécanismes et des programmes spécialisés de type seconde carrière pour accélérer le recrutement de la main-d'œuvre.
7. Augmenter l'affichage en français des différents commerces et industries.
8. Implanter des mesures qui encouragent l'utilisation des deux langues officielles sur les lieux de travail.
9. Mieux outiller la main-d'œuvre qui pourrait travailler en français afin de maximiser leur plein potentiel en préconisant un plein affichage dans les deux langues officielles, et en garantissant des relations employeurs-employés dans la langue officielle de son choix.

IMMIGRATION

10. Que la cible d'immigration francophone soit augmentée à 12 % d'ici 2024, et ce, pour les 15 prochaines années.
11. Que le gouvernement injecte 20 millions de dollars supplémentaires afin de développer des outils liés à un parcours distinct d'immigration économique francophone en contexte minoritaire, et ce, afin de soutenir le mariage entre les besoins des employeurs et les nouveaux arrivants.
12. Que les entreprises, dans le cadre de missions de recrutement à l'international, aient le réflexe d'aller recruter en premier lieu dans les pays francophones.

TOURISME

13. Que le gouvernement évoque clairement le bilinguisme officiel du Canada au cœur de sa stratégie canadienne en matière de tourisme, et qu'un axe soit dédié au tourisme francophone à travers le pays.
14. Que le gouvernement injecte 10 millions de dollars dans des projets liés à la valorisation, le développement, l'expansion et à la relance du tourisme francophone en contexte minoritaire partout au pays.
15. Que le gouvernement contribue à la mise en chantier d'un fonds d'investissement et de développement de l'industrie du tourisme spécifiquement adapté pour les entreprises issues des communautés de langues officielles en situation minoritaire (incluant les PME), avec une approche de gestion intermédiaire, permettant le soutien direct aux entreprises dans le secteur du tourisme souhaitant développer de nouveaux marchés et adapter leurs processus face aux nouvelles réalités de l'économie canadienne.
16. Que le gouvernement contribue à la mise en place d'un programme spécifique répondant aux besoins en matière de main-d'œuvre au sein du secteur tourisme, notamment par la mise en place de procédures afin de faciliter l'intégration de travailleurs issus de l'immigration francophone.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

17. Que le gouvernement appuie financièrement les organisations pour permettre leur virage dans le cadre de la nouvelle stratégie en entrepreneuriat.
18. Que les entreprises privées s'engagent dans le déploiement d'initiatives régionales mobilisatrices en développement durable, afin de créer un réseau de soutien.

JEUNESSE ÉCONOMIQUE

19. Que le gouvernement finance des programmes de soutien au reprenariat à l'intention des jeunes de la francophonie canadienne par une enveloppe complémentaire à la hauteur de 25 millions de dollars au Fonds d'habilitation pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire.
20. Qu'un volet entrepreneurial pour les CLOSM soit inclus dans la stratégie jeunesse fédérale du gouvernement actuel.

PETITE ENFANCE

21. Que le financement du secteur de la petite enfance soit renouvelé et augmenté afin de permettre son plein déploiement.
22. Que les processus administratifs soient simplifiés pour les CPE et qu'on les intègre au sein des réseaux scolaires existants.
23. Que les frais d'immobilisation et de construction de nouvelles infrastructures pour les CPE en milieu minoritaire soient pleinement pris en charge dans le cadre des ententes existantes et à venir.

Feuille de route

Ce Livre blanc démontre l'importance de prendre action pour les communautés francophones en situation minoritaire partout au Canada. Depuis plusieurs années, le RDÉE Canada répète l'importance que les différents acteurs francophones du pays prennent leurs responsabilités pour y remédier.

Afin de proposer un outil clair pour les gouvernements, le milieu des affaires et le milieu de la francophonie économique, le RDÉE Canada propose ici une feuille de route afin de planifier la réalisation des recommandations. Si tous les acteurs emboîtent le pas, le RDÉE Canada croit qu'il sera possible de mettre en application chacune des 23 recommandations, sur un horizon de cinq ans.

ANNÉE

1

Année 1 : Relancer l'économie des communautés francophones en situation minoritaire

Objectifs principaux : Entrepreneurat francophone, employabilité et main-d'œuvre, secteurs du tourisme et de l'immigration

Recommandations prioritaires à mettre en œuvre : 1, 2, 3, 5, 6, 10, 11, 13, 14, 15 et 16.

Engagements du RDÉE Canada dans la réalisation des recommandations :

- Implication dans le maillage entre les entreprises et les communautés francophones pour développer les corridors de niche francophone;
- Rencontre des grandes entreprises canadiennes pour développer des partenariats d'affaires gagnants en français, partout au Canada;
- Développement de programmes d'accompagnement pour immigrant francophone en recherche d'emploi, en partenariat avec le gouvernement du Canada;
- Valorise et diffuse à plus grande échelle la plateforme Salut Canada!;
- Multiplie les liens avec l'Association de l'industrie touristique du Canada.

ANNÉE

2

Année 2 : Poursuivre les efforts pour la relance de l'économie des communautés francophones en situation minoritaire tout en mettant l'accent dans des secteurs ciblés

Objectifs principaux : Employabilité, immigration et petite enfance

Recommandations prioritaires à mettre en œuvre : 4, 7, 8, 9, 12, 21, 22 et 23

Engagement du RDÉE Canada dans la réalisation des recommandations :

- Implication avec les provinces et les CPE afin de mettre sur pied un cursus de départ clair pour les entrepreneurs qui souhaitent se lancer en affaires dans ce secteur.

Année 3 : Continuer le travail pour le développement de l'économie des communautés francophones en situation minoritaire en priorisant le secteur de la jeunesse économique

Objectif principal : Jeunesse économique

Recommandations prioritaires à mettre en oeuvre : 19 et 20

Engagement du RDÉE Canada dans la réalisation des recommandations :

- Mobiliser des entreprises de certains secteurs afin de créer des bourses, des occasions de participation dans des comités ou des stages rémunérés à l'intention des jeunes entrepreneurs francophones.

Année 5 : Finaliser les efforts des dernières années et mettre en oeuvre les derniers objectifs

Objectif principal : Aller au-delà des recommandations et imaginer de nouvelles pratiques pour l'avenir de la francophonie économique.

ANNÉE
3

Année 4 : Consolider l'enrichissement de l'économie des communautés francophones en situation minoritaire et mettre l'accent sur le développement durable

Objectif principal : Développement durable

Recommandations prioritaires à mettre en oeuvre : 17 et 18

Engagements du RDÉE Canada dans la réalisation des recommandations :

- Développer des outils afin de renforcer les compétences des PME en développement durable;
- Obtention de la certification éco-responsable, et à pérenniser les pratiques de développement durable au sein de ses opérations.

ANNÉE
4

ANNÉE
5

Conclusion

Alors que le contexte politique et social entourant les langues officielles au Canada est en pleine effervescence, que le pays a bien entamé sa relance économique à la suite de la pandémie de la COVID-19, le RDÉE Canada souhaitait mettre sur papier les enjeux et défis constatés par les 200 intervenants et partenaires de la francophonie économique canadienne participants au Sommet national en septembre 2022. De ces réflexions, près de 23 recommandations et divers engagements pris par le milieu ont été formulés, afin de constituer une feuille de route pour assurer la vitalité de nos communautés francophones dans les prochaines années.

Alors que le déclin du poids de la population francophone se poursuit au Canada, il est urgent d'agir de façon unifiée entre les différents ministères et de reconnaître que les communautés francophones et acadiennes constituent des leviers de croissance importants pour l'économie du pays. Porte d'entrée stratégique pour diversifier les échanges commerciaux du pays, prendre plus de place sur la scène mondiale et assurer l'essor des communautés, le bilinguisme est une force canadienne qui doit être mise de l'avant.

Il est crucial que l'économie francophone en contexte minoritaire participe encore plus activement à la création de la richesse nationale. Le RDÉE Canada propose ici un

plan et des engagements clairs, et réaffirme sa volonté d'être le partenaire de choix du gouvernement dans ses responsabilités envers les communautés francophones et acadienne. De plus, le RDÉE Canada invite la communauté d'affaires et le secteur privé à s'impliquer davantage dans le développement des affaires en français partout au Canada. Le potentiel d'affaires dans ces communautés est important, et des maillages entre le secteur privé et les collectivités permettraient certainement de créer des situations gagnantes.

En plus de proposer le renforcement de plusieurs dispositions de la Loi sur les langues officielles, notamment en lien avec les pouvoirs du Commissaire, le RDÉE Canada insiste sur l'importance d'avoir un plan global, une stratégie gouvernementale qui permettra à tous les ministères du gouvernement fédéral d'agir de manière coordonnée en matière de francophonie canadienne. En ayant une autorité transversale responsable du développement économique de nos communautés, c'est ainsi que nous serons en mesure d'assurer l'essor et la prospérité économique.

Le RDÉE Canada, par la force de sa présence dans chacune des provinces et des territoires, sera en mesure de jouer un rôle pour assurer le succès du développement de nos communautés. De nombreuses actions sont déjà prises par notre organisation pour sensibiliser le monde des affaires aux avantages économiques du bilinguisme, pour former des alliances stratégiques et opportunes au travers du pays, et pour saisir les opportunités de développement avec les différents paliers gouvernementaux.

Nous serons en mesure de forger l'avenir de nos communautés avec ces actions. Nous espérons que le gouvernement et le milieu des affaires seront de la partie.

● 2^e ÉDITION
livre
blanc

Références

ACUFC et Conference Board du Canada, Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada, novembre 2018, 70 pages.

Assemblée de la Francophonie de l'Ontario et Conférence Board du Canada, L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français, 2018, 47 pages.

Assemblée de la Francophonie de l'Ontario et Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario, L'économie franco-ontarienne : Livre blanc, juin 2022, 51 pages : <https://fedefranco.ca/wp-content/uploads/2022/06/AFO-FGA-Livre-blanc-economie-Juin-2022.pdf>.

Banque de développement du Canada. (2019). Un monde d'entrepreneurs : Le nouveau visage de l'entrepreneuriat au Canada. https://www.bdc.ca/FR/Documents/analyses_recherche/bdc-etude-sbw-monde-entrepreneurs.pdf.

Conseil sur la stratégie industrielle, Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens, mai 2020, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/\\$file/00118a_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/$file/00118a_fr.pdf), 144 pages.

Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Éviter le point de rupture : Des organismes francophones en santé pour des communautés en santé, 2022, 20 pages : <https://fcfa.ca/wp-content/uploads/2022/10/FCFA-Memoire-sur-la-sante-des-organismes-francophones-vf.pdf>

Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Avenir de la cible en immigration francophone : Perspectives communautaires, 14 mars 2022, Symposium annuel sur l'immigration francophone : https://symposium.immigrationfrancophone.ca/wp-content/uploads/2022/03/14mars2022_Presentation-AlainDupuis_cible.immfr_.pdf

Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada et Sociopol, Rapport sur les cibles en immigration francophone, 2022 : https://fcfa.ca/wp-content/uploads/2022/04/2022-02_Rapport-FCFA-Sociopol-cibles.pdf.

Gouvernement du Canada. Principales statistiques relatives aux petites entreprises – 2020, https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03126.html, site consulté en avril 2022.

Innovation, Sciences et développement économique Canada, Base de données des collectivités, 2022 : <https://ised-isde.canada.ca/app/sips-sspi/cid/home?lang=fre>.

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2021). L'entrepreneuriat au Canada rural : Motivé par la nécessité ou l'opportunité? https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03137.html

Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Définitions des entreprises des minorités de langue officielle : potentiel et limites, Statistique Canada, 2022, 63 pages, document électronique.

L'encyclopédie canadienne, Francophones du Saskatchewan (Fransaskois), Serge Dupuis, 7 octobre 2019 : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/francophones-of-saskatchewan-fransaskois>.

L'encyclopédie canadienne, Francophones du Manitoba, Emmet Collins, 30 novembre 2020 : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/francophones-of-manitoba>.

Le Devoir, Des élections pourraient empêcher l'adoption de C-13, dit la ministre, Étienne Lajoie, 30 novembre 2022, article de presse : <https://www.ledevoir.com/politique/canada/772739/langues-officielles-des-elections-pourraient-empêcher-l-adoption-de-c-13-dit-la-ministre>.

Les Affaires, La Banque Royale prévient qu'une récession pourrait poindre au 1er trimestre de 2023, 10 décembre 2022, article de presse, <https://www.lesaffaires.com/secteurs/general/la-banque-royale-previent-qu-une-recession-pourrait-poindre-au-1er-trimestre-de-2023/636831>.

OnFR+, RECENSEMENT : GROSSE CHUTE DU FRANÇAIS EN ONTARIO, 17 août 2022, Pascal Vachon, article de presse, : <https://onfr.tfo.org/recensement-grosse-chute-du-francais-en-ontario/>.

Patrimoine Canadien, Quelques faits sur la francophonie canadienne, 2019 : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/publications/faits-francophonie-canadienne.html>.

Radio-Canada, Le nombre de francophones est en hausse en Colombie-Britannique, Sarah Xenos, 17 août 2022, article de presse : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906223/francophone-colombie-britannique-statistique-canada-2021>.

Radio-Canada, Le poids démographique des francophones baisse en Atlantique, 17 août 2022, Marie-Emma Parenteau et Nadia Gaudreau, article de presse : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906031/recensement-langues-maternelle-officielles-atlantique-francais-declin>.

Radio-Canada, Français à la maison : le Yukon, figure d'exception au Canada, Matisse Harvey, 17 août 2022, article de presse : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906094/nord-recensement-2021-langues-francophonie-nunavut-yukon-tno>.

Radio-Canada, Une rencontre secrète à Queen's Park avant l'annulation de l'UOF, Natasha MacDonald-Dupuis, 14 avril 2021, article de presse, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1784487/universite-ontario-francais-laurentienne-ottawa>.

RDÉE Canada, État des lieux sur l'entrepreneuriat francophone en situation minoritaire, 2022, document électronique, disponible sur demande.

RDÉE Canada, Enquête sur les impacts de la COVID-19 et sur l'offre francophone et bilingue auprès d'entreprises touristiques au Canada, Léger Consulting, 2021, <https://rdee.ca/wp-content/uploads/Enquete-impacts-covid-sur-offre-touristique.pdf>.

RDÉE Canada, Le Livre blanc : Prospérité économique des francophones et Acadiens, janvier 2016, 55 pages.

RDÉE Canada, L'opinion des francophones hors Québec sur les entreprises et les services francophones, juin 2020, 56 pages : https://rdee.ca/wp-content/uploads/RD%C3%89E-Canada_R%C3%A9sultats-sondage-francophones_juin-2020.pdf.

RDÉE Canada, Étude sur les besoins en main-d'œuvre au sein des communautés francophones et acadiennes : faits saillants, 29 septembre 2022 : <https://rdee.ca/wp-content/uploads/Faits-saillants-Etude-sur-les-besoins-en-main-doeuvre.pdf>.

Statistique Canada, Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017, novembre 2018, tableau 30.

Statistique Canada, Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada, mars 2016, 59 pages.

Statistique Canada, Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricoles et agroalimentaires de l'Ontario, 2006 et 2016, janvier 2021, 60 pages.

Statistique Canada, Entreprises prévoyant des difficultés à recruter des employés bilingues, 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv!recreate.action?pid=3310053401&selectedNodeIds=2D18,2D19,2D20,2D21,2D22,3D1,3D2,3D3,3D4&checkedLevels=0D1,0D2&refPeriods=20220101,20220101&dimensionLayouts=layout3,layout3,layout2,layout2&vectorDisplay=false>

Statistique Canada, Langues des services dans le secteur privé, 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv!recreate.action?pid=3310054901&selectedNodeIds=2D18,2D19,2D20,2D21,2D22&checkedLevels=0D1,0D2,2D1,3D1&refPeriods=20220101,20220101&dimensionLayouts=layout3,layout3,layout2,layout2,layout2&vectorDisplay=false>

Statistique Canada, Exigence du bilinguisme dans le secteur privé, 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv!recreate.action?pid=3310055001&selectedNodeIds=2D18&checkedLevels=0D1,0D2,2D1,3D1&refPeriods=20220101,20220101&dimensionLayouts=layout3,layout3,layout2,layout2,layout2&vectorDisplay=false>

Statistique Canada, Le Quotidien : Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2021, 27 août 2021 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210827/dq210827b-fra.htm>.

Statistique Canada, Situation des entreprises au Canada, troisième trimestre de 2022, 30 août 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022048-fra.htm>

Statistique Canada, Plus d'une langue à son arc : Le taux de bilinguisme français-anglais augmente au Québec et diminue à l'extérieur du Québec, 17 août 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022052-fra.htm>

Statistique Canada, Définir les entreprises des minorités de langue officielle, 21 juillet 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022037-fra.htm>

Statistique Canada, Les caractéristiques des propriétaires et des entreprises des minorités de langue officielle, 21 juillet 2022 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022038-fra.htm>



rdée.ca



Financé en partie par le gouvernement du Canada par le biais du
Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire



Innovation, Sciences et
Développement économique Canada

Innovation, Science and
Economic Development Canada

RDÉE
Canada